

Le Premier Mai : Fête du travail ou Fête des travailleurs ?

Depuis le début du XX^{ème} siècle, les travailleurs s'auto-organisent pour revendiquer leur dignité. Ils se regroupent dans des Sociétés ouvrières de résistances, des bourses du travail, des syndicats. L'État et les patrons au début essayent de réprimer ces mouvements auto-organisés qui revendiquent, protestent, manifestent, font grève, le tout illégalement. Mais rapidement, ils comprennent que la meilleure façon de canaliser les mouvements autonomes de travailleurs c'est de les institutionnaliser, de les faire assoir à la table des négociations. Les syndicats sont autorisés, la grève est encadrée, le droit du travail s'accompagne aussi de devoirs des travailleurs et notamment celui de ne pas perturber l'économie et les profits patronaux. Mais le Premier mai reste illégal, et manifester ce jour-là est – pour ceux qui sont dans la rue – l'expression d'une volonté de s'affronter à l'État et au patron. Après le Front Populaire en 1936, les travailleurs occupent spontanément les usines et les ateliers, un vent révolutionnaire souffle sur la France, alors qu'une Révolution éclate en Espagne en même temps. Le patronat s'affole, lâche des miettes (congé payés notamment) pour ne pas perdre l'essentiel, le pouvoir économique. Il est aidé en cela par la gauche qui – bien qu'au pouvoir – appelle à « savoir terminer une grève » (Thorez, dirigeant communiste). Le Premier ministre, le socialiste Léon Blum, refuse par ailleurs d'aider la Révolution espagnole, qui sera étranglée par les fascistes de Franco (aidés par l'Allemagne Nazi et l'Italie fasciste) et par les Républicains (aidés par les Communistes), aucun d'entre eux ne voulant d'une révolution anarchiste. Après la défaite de la France face aux Nazi en 1940, le gouvernement de collaboration de Pétain installé à Vichy a besoin de mobiliser les travailleurs pour qu'ils participent à sa politique de « Révolution nationale ». René Belin, ministre du travail de Vichy et ancien secrétaire général adjoint de la CGT, a l'idée alors de faire du Premier Mai un jour férié légal. Cela permet à Vichy d'amadouer les syndicalistes réformistes qui sont pour le respect de la loi et contre l'action directe révolutionnaire. Devenu un jour férié officiel, le Premier mai est banalisé, évitant qu'il devienne un jour de manifestation de résistance. Désormais légalisées, les manifestations du Premier Mai seront encadrées par la police et l'État ... Vichy applique aux relations sociales la politique fasciste, qu'on appelle le corporatisme : il proclame qu'il faut dépasser le conflit capital-travail par la collaboration entre les classes sociales. La doctrine prône la négociation et le dialogue plutôt que le conflit, l'organisation d'institutions rassemblant les travailleurs et les patrons, dont les institutions paritaires et autres CSE sont l'actuel prolongement. Le Premier Mai n'est donc plus la Journée de solidarité des travailleurs, mais devient la « Fête du travail », s'inscrivant dans la nouvelle formule de l'État Français : « Travail – Famille – Patrie ».

Les anarchosyndicalistes, et les travailleurs révolutionnaires en général, rejettent cette appellation de « fête du travail », une dénomination issue du fascisme français. Le travail – mot qui vient du latin « tripalium », instrument de torture à trois pointes – n'est pas à fêter il est à détruire, pour le remplacer par la libre activité des humains auto-organisés.

Depuis Chicago en 1886, c'est cette solidarité internationale des travailleurs en lutte pour l'abolition de l'État et du Saliariat que nous célébrons ce Premier Mai. Et cela sera ainsi jusqu'à la Révolution sociale, égalitaire et libertaire, pour laquelle nous luttons !

Vive le Premier Mai ! Vive la solidarité internationale des travailleurs !

Cnt-AIT (Association Internationale des Travailleurs) / contact@cnt-ait.info / <http://cnt-ait.info>